Etudes et Travaux
n°137

aziz MOSSI & n'koué emmanuel SAMBIENI

Insurrection jihadiste et économies illicites autour du parc du W (Bénin)

2025 (écrit en 2022)

Sommaire

Introduction ____ **5**

Méthodologie ____ **6**

Contexte du conflit ____ **8**
Dynamiques familiales, communautaires et religieuses de la socialisation ____ 8
Inadéquations de l'éducation et frustrations du chômage et de l'emploi informel des jeunes ____ 8
Conséquences sociales des crises politiques nationales ____ 9
Contexte économique et services de sécurité ____ 9
Transports et accessibilité des grandes agglomérations ____ 10

Evolution des conflits au Bénin et au Togo ____ **10**
Causes géographiques de l'entrée du conflit au Bénin ____ 11
Causes idéologiques et politiques de l'attaque du Bénin ____ 12
Les attaques au Nord Bénin et Nord Togo ____ 13

Principales tendances affectant les économies en conflit ____ **14**
Relations entre les groupes armés et les communautés ____ 14
Relations entre les communautés et les agents de l'Etat et les gardes des parcs ____ 17
Les conflits intercommunautaires : des opportunités pour les groupes armés ____ 19
Une transhumance très conflictuelle ____ 21
Importance des économies informelles ____ 22

Politique du conflit ____ **22**
Relations de complicité ou de rivalités entre groupes jihadistes ____ 22
Modes d'usages du parc par les groupes armés ____ 23

Les ressources des groupes jihadistes ____ **23**
L'orpaillage ____ 24
Le commerce du bétail ____ 24
Les motos et les produits pétroliers ____ 26
La vente des médicaments ____ 26

Conclusion ____ **27**

Insurrection jihadiste et économies illicites autour du parc du W (Bénin)

Aziz MOSSI

N'koué Emmanuel SAMBIENI

Introduction

L'extrémisme violent, connu au Maghreb depuis des années et dans le Sahel bien plus tard, a commencé à évoluer depuis 2020 vers les pays côtiers. Plusieurs chercheurs ont déjà expliqué les bases de ce développement et les perspectives sociales et sécuritaires qui vont s'ensuivre[1]. Ce texte présente les résultats commentés d'une recherche sur les conflits armés et les économies illicites dans les zones forestières d'Afrique de l'Ouest en général et particulièrement sur une étude de cas au Bénin autour du Parc W-Bénin. La montée en puissance de ces groupes dans un contexte de coalition internationale contre l'insécurité donne à penser. Comment sont-ils financés, organisés et renforcés sur le plan social et plus précisément économique. Il y a eu suffisamment de données autour de ces points, grâce à la méthodologie qualitative et au séjour de plusieurs semaines d'observations et d'entretiens sur le terrain. Après la présentation de cette méthodologie de collecte et d'analyse des données, le texte expose le contexte international et national de la crise, ses effets sur l'économie informelle dans laquelle les populations ont longtemps évolué, la politique managériale du conflit et l'émergence ou le développement des économies illicites qui la soutiennent.

[1] Alain, T. E. (2020). Cartographie du risque d'insécurité systémique dans les communes frontaliers du Bénin. *Développement Durable et Territoires*, *May*, 447–462. Assanvo, W., Dakono, B., Théroux-Bénoni, L.-A., & Maiga, I. (2018). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma. In *Institut d'Etudes de Sécurité* (Vol. 26). www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr. International Crisis Group. (2019). L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste. *Briefing Afrique de Crisis Group*, *149*, 1–16.

Méthodologie

La démarche méthodologique pour la recherche a combiné la collecte des données secondaires et primaires et l'analyse qualitative. La recherche documentaire s'est faite essentiellement via Google scholar. Une vingtaine d'articles scientifiques ont ainsi été retrouvés dont les recherches portent d'une certaine manière sur les parcs nationaux, les activités économiques autour des parcs, les populations riveraines, les conflits communautaires autour des parcs et le djihadisme dans les pays du Sahel et des côtes (Bénin et Togo principalement). Les documents ainsi téléchargés ont été lus et traités avec le logiciel Mendeley pour en faciliter le référencement. Ils fournissent aussi des informations d'ordre général sur la situation sociopolitique, économique et sécuritaire autour des parcs nationaux.

La collecte des données de terrain au Bénin s'est faite durant un séjour de 20 jours dans quatre communes du département de l'Alibori à savoir Kandi, Malanville, Karimama et Banikoara. Dans chacune des communes, les chercheurs se sont rendus dans de nombreuses localités riveraines du Parc du W-Bénin. C'est le cas de Alfakoara, Angaradebou, Kandi, pour la commune de Kandi ; de Loumbou-Loumbou, Pekinga, Mamassi-Gourma, Mamassi-Peulh, Monsey, Kompa, Kofounou pour la commune de Karimama ; de Kokè, Founougo et Goumori pour la commune de Banikoara ; et de Madécali, Goungoun, Guéné, Boïfo, Malanville pour la commune de Malanville. La collecte des données a démarré effectivement le 5 juillet 2022 et s'est terminée le 28 juillet. Deux équipes ont été constituées pour évoluer simultanément au Bénin.

Au total, 23 personnes ont été interviewées, relevant des agents de sécurité, de l'administration et des communautés agricoles, pastorales et religieuses. Le tableau suivant récapitule leur répartition par catégorie pour l'ensemble des 4 communes du Bénin.

Tableau 1 : Liste par catégorie des personnes interviewées

Catégories	Nombre
Agents de sécurité	5
Agents des administrations communales et publiques	3
Elus locaux communaux et villageois	5

Agriculteurs riverains	3
Eleveurs riverains	2
Associatifs (femmes, jeunes et hommes)	2
Pasteurs, imams et prêtres	3
Total	23

Dans une perspective purement qualitative, la recherche s'est réalisée sur la base d'entretiens semi-structurés. Les chercheurs, compte tenu de l'état incomplet et incohérent de la littérature actuelle sur les zones forestières, ont favorisé une large expression des personnes interrogées sur le sujet. Certains entretiens ont été totalement libres et approfondis. Les questions pointues venaient après une longue écoute des interviewés et sur la base de leurs déclarations, claires et comme peu claires. L'observation a été aussi une technique efficace, en un moment où les populations étaient dans les champs. Les marchés de bétails, les circuits de vente des médicaments, les voies fluviales et les couloirs de passage des animaux ainsi que les espaces sociaux communautaires de rencontres d'échanges des populations ont été à cet effet observés. L'observation a été aussi dans certains cas pointus sur les comportements et le langage très prudent et méfiant des interlocuteurs dans les villages et les services. Des photos et des vidéos ont été prises selon les possibilités pour illustrer les faits observés.

Les données ont été analysées par catégorie et codes de sens à partir des transcrits des audios enregistrés des entretiens et des notes d'entretiens réécrites. Les déclarations de l'ensemble des personnes écoutées ont été regroupées pour former un niveau de signification profond qui dépasse les allégations individuelles, les commentaires hypothétiques et les jugements factuels. Les observations ont été appuyées de prises d'images sur les activités et les mouvements de populations.

Les résultats de la recherche portent sur l'évolution du conflit avec les groupes armés, les tendances qui affectent l'économie locale, la politique du conflit et les économies illicites.

Contexte du conflit

L'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest (au Sahel principalement) et au Bénin particulièrement est lié au fonctionnement de la socialisation domestique et communautaire des enfants et des adolescents, à l'éducation, la formation, l'emploi, et aux systèmes institutionnels, économiques et politiques des Etats.

Dynamiques familiales, communautaires et religieuses de la socialisation

Le contexte du conflit avec les groupes armés est essentiellement social et politique. Comme on le lit, assez régulièrement en ces temps dans la presse ouest-africaine, Norbert Zongo, un journaliste opposant assassiné dans les années 1990 au Burkina Faso, aurait dit que le terrorisme puise dans les inégalités socialement produites et entretenues par les systèmes politiques. Il a mis l'accent sur la socialisation des enfants, en pointant du doigt ces enfants « de la rue » qui deviendront « les terroristes de demain ». De mendiants de rue, ils vont passer au petit vol domestique, au braquage professionnel armé et au terrorisme soutenu par une idéologie, revendiquant la mort atroce de leurs victimes pour se « consoler et se venger de l'humiliation subie » quand ils étaient dans la rue. Le contexte politique est le terreau de la socialisation à l'échelle nationale, et de l'éducation morale et sociale. Les enfants de la rue sont toujours là quand on parcourt les grandes villes des pays en pleine violence extrême comme le Mali, le Niger, le Nigéria et le Burkina Faso et même le Bénin qui est entre le Sahel et l'Océan. A Niamey au Niger, à Bamako au Mali, à Ouagadougou au Burkina Faso, à Maiduguri au Nigéria, à Malanville au Bénin, etc. il y généralement plus d'enfants mendiants aux bols tendus que de clients dans les restaurants quelles que soient leurs catégories et leurs dimensions. Un client déjà servi qui tente de se lever alors qu'il laisse des restes peut constater que ceux-ci sont disputés entre une horde d'enfants mendiants, supposés provenir des écoles coraniques, mais qui constituent surtout des catégories d'enfants en infortune sociale.

Inadéquations de l'éducation et frustrations du chômage et de l'emploi informel des jeunes

L'éducation, la formation et l'emploi des enfants et des jeunes dans les pays du Sahel, au-delà de ne pas favoriser l'accomplissement social et professionnel des adolescents et des jeunes pour une vie d'adulte épanouie, constituent aussi des bases de conditionnement vers la posture terroriste par la mauvaise formation, l'inaccessibilité à l'emploi et les frustrations de la

précarité sociale. En effet, des milliers de jeunes diplômés, avec le slogan de l'école pour tous des années 2000, sortent chaque année des facultés classiques des universités, où ils ont à peine appris les sciences fondamentales comme la géographie, l'histoire, la philosophie, l'économie, etc., sans pouvoir trouver d'emploi. Les insuffisances de la formation au primaire et au collège ne leur permettent pas de maîtriser l'écriture. Finalement, ils se retrouvent dans l'informel, dans l'agriculture, le commerce de base et le transport. Dans ces champs d'activités, les salaires, quand ils existent, sont faibles. Ces jeunes se retrouvent déprimés, frustrés et violents. C'est le cas au Bénin, au Niger, au Burkina Faso, au Mali, etc. Leurs départs vers des horizons idéologiques et violents constituent des expériences d'apprentissage et d'opportunités intéressantes.

Conséquences sociales des crises politiques nationales

Le contexte politique dans ces pays est aussi porteur de violence, avec des crises politiques constantes au Mali, au Niger, au Burkina Faso et même au Bénin, très souvent à l'occasion de « mauvaises élections » ou tout simplement de mouvements sociaux qui réclament le départ des présidents non démocratiques. Les chefs d'Etat actuels au Mali et au Burkina Faso ont été installés par la rue, avec les jeunes comme principaux acteurs. Le Bénin a connu une grande crise politique en 2019 et en 2021, avec des élections législatives hautement contestées (2019), notamment dans le Nord où sévissent actuellement les attaques terroristes. Les crises politiques au Burkina Faso depuis la fuite de Blaise Compaoré le 31 octobre 2014 (renvoyé par des jeunes en furie après plus de 27 ans de dictature), en Lybie aussi après la mort de Kadafi, au Mali après plusieurs coups d'Etat en cinq ans, etc., sont beaucoup évoquées comme base de l'émergence et du développement du djihadisme.

Contexte économique et services de sécurité

Au-delà des éléments de contexte strictement liés aux jeunes, les Etats en proie à la radicalisation de la violence sont dans une grande dépendance économique, avec l'insécurité alimentaire et les équipements rudimentaires des secteurs sociaux et de la sécurité. L'Etat est toujours « en chantier », avec une faible couverture géographique de services de sécurité peu équipées et peu formés. Les attaques des camps au Niger, au Burkina Faso et au Mali, et des commissariats et Bases Opérationnelles Avancées (BOA) au Bénin, ont montré une capacité de riposte très faible des forces armées nationales. Les armes des djihadistes sont plus sophistiquées que celles de l'Etat, les camions de casernes sont en sous nombre et en panne, etc. Les secteurs de

l'économie et de la sécurité ne sont pas vraiment capables de prévenir ni de maîtriser la radicalisation de la violence.

Transports et accessibilité des grandes agglomérations

En général, l'intérieur des pays où sévit la violence est inaccessible faute de routes, et de moyens de transports aériens et fluviaux, etc. Dans les trois grands pays du Sahel en proie à la violence, les zones en proie aux conflits armés sont inaccessibles (la zone des trois frontières l'illustre pour les trois pays). Même les petits pays comme le Bénin et le Togo ont aussi leurs Nords inaccessibles pour cause de mauvaises routes ou par manque de moyens de transports adéquats. Les départements de l'Alibori et de l'Atacora qui subissent les attaques terroristes sont les moins dotés d'infrastructures et d'équipements de transports de tous genres au Bénin.

Evolution des conflits au Bénin et au Togo

Les éléments de contexte ci-dessus exposés expliquent largement comment le terrain des Nords Bénin et Togo est propice à la montée de l'extrémisme violent. Dans une étude antérieure du LASDEL sur ces questions[2], il a été noté que depuis quelques années, il y a des entrepreneurs de la violence qui avancent vers le Bénin et le Togo. En effet, les résultats disaient qu'aussi bien dans l'Alibori que dans l'Atacora, les populations ont évoqué leur présence. Pour le moment ils font preuve de bienveillance à l'égard des populations riveraines de leurs lieux de refuge. Ils sont signalés à Karimama, Banikoara, Sègbana, Kalalé, Nikki et Porga. Certaines autorités communales confirment leur présence et affirment que certains citoyens ont connaissance des localités où ils viennent se ravitailler en vivres avant de retourner à leur refuge dans la forêt et le parc du W. Ils se déplaceraient avec des motos, bien armés et masqués par le turban roulé et entrelacé autour de la tête. Contre toute attente, au cours de leur déplacement dans les différentes localités, les entrepreneurs de violence participeraient au règlement des conflits de transhumance entre agriculteurs et éleveurs dont ils ont connaissance (Kalalé), ils assureraient la sécurité des usagers de la route contre les braqueurs (Porga), ils instruiraient les chasseurs braconniers qu'ils croisent sur les espèces animales qu'ils peuvent ou ne doivent pas abattre conformément à la charia, la loi islamique. Ces acteurs récupèrent ainsi certaines prérogatives que l'Etat a du mal à assumer ; c'est une stratégie qui leur permet de gagner la confiance des populations locales pour mieux

[2] Bernard A. & Mossi, A., 2022 « An assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin », Etudes et Travaux du LASDEL, 130.

asseoir leur ancrage. En jouant un rôle protecteur, ils bénéficieront de la tolérance des populations qui les protégeront au lieu de les dénoncer.

Mais au moment où la littérature scientifique démontrait les risques d'une avancée jihadiste vers les côtes, certaines autorités publiques en charge de la sécurité ont opté pour se taire. C'est ainsi que la presse écrite qui avait parlé d'attaques au Bénin, dans la région du Parc de la Pendjari, a été contredite par la plus haute autorité du département qui disait le 1er novembre 2021 que ces propos visent à déstabiliser des populations tranquilles[3]. Pourtant, déjà en mai 2019, deux tourismes français et leur guide avaient été kidnappés dans le parc, le guide tué et les Français sauvés. La littérature dit qu'ils ont été pris par des groupes criminels qui cherchaient à les vendre aux djihadistes quand ils ont été rattrapés.

Déjà, il y a trois ans environ, les groupes armés se faisaient entendre au Bénin depuis le Nigéria et le Mali. Depuis plus d'un an, ils sont actifs dans le pays, avec de nombreuses attaques contre les forces de sécurité (militaires et policiers) dans le Nord du Bénin. Les principales attaques à signaler sont des embuscades autour des positions militaires et des attaques de commissariats autour des Parcs de la Pendjari et du W. Les cellules djihadistes en provenance du Burkina Faso gagnent du terrain, selon plusieurs sources locales.

Plusieurs groupes sont évoqués : Boko Haram en provenance du Nigeria et dans les pays du bassin du lac Tchad ; Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et ses nouveaux démembrements plus ou moins autonomisés au Mali et dans tout le Sahel, le Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) de Ansar Dine, et Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) ; l'Etat islamique (à travers l'EIGS : Etat islamique au Grand Sahel, dont le dirigeant Walid al-Sahrawi aurait été tué dans une opération), etc.

Causes géographiques de l'entrée du conflit au Bénin

Le Bénin, par la région du Nord, est frontalier à la zone des trois frontières Mali, Burkina Faso et Niger, au Nord de laquelle se trouve le parc du W qu'il partage avec le Burkina Faso et le Niger. Les frontières entre ces trois derniers pays sont en réalité simplement administratives et artificielles. D'ailleurs, elles n'ont jamais vraiment fonctionné comme telles, les pays ayant du mal à séparer des populations frontalières souvent ayant une double appartenance nationales. Les peuples relèvent souvent des mêmes ethnies

[3]()

(zarma, dendi, gourmantché, bariba, peuls, etc.), des mêmes confessions religieuses (islam, christianisme et religions africaines endogènes). C'est cette position géographique et socio-culturelle (mais pas seulement cela) qui a amené quelques auteurs à dire depuis 2019 que la menace djihadiste pour les pays côtiers est inévitable. L'International Crisis Group (2019) avait déjà analysé la situation et l'inéluctable avancement vers le Sud. « En Afrique de l'Ouest, les mouvements jihadistes armés avancent comme le désert, du nord vers le sud. Leur influence au Burkina Faso inquiète de plus en plus les Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest »[4]. Pour ce groupe spécialisé dans l'analyse des crises sécuritaires, le Burkina Faso sera utilisé « comme une rampe de lancement pour des opérations plus au sud ». Cette phrase a été prophétique. La crise a évolué comme les auteurs l'ont prévu. Depuis 2021, de nombreuses attaques au Bénin et au Togo occasionnent de lourdes pertes humaines et matérielles.

En effet, la présence des parcs nationaux qui relient le Bénin et le Togo aux pays sahéliens en fait une zone de « sécurité » et d'opportunité pour les groupes djihadistes. Les parcs occasionnent de nombreux conflits de transhumance certes, mais ces conflits et les zones cynégétiques sont une grande opportunité d'intervention pour les djihadistes[5].

Causes idéologiques et politiques de l'attaque du Bénin

Monsieur K.A., ancien garde faune, originaire de la région de Karimama, au cours des entretiens du 10 et 11 juillet, a rappelé l'appel du chef de la Katiba depuis le Mali adressé aux Peuls de la région des parcs pour une mobilisation visant à conquérir la zone des parcs pour sécuriser les pâturages, protéger les bergers peuls et retourner le stigmate de la discrimination qu'ils subissent de la part d'autres groupes ethniques qui les traitent de voleurs violents.

Sur le plan politique, les personnes interrogées, comme les textes lus, notamment celui de *International Crisis Group*, reviennent sur deux causes majeures de la situation actuelle : la guerre en Lybie, qui a chassé Kadafi du pouvoir d'une part, les « mauvaises » élections législatives et présidentielles au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire, d'autre part, qui ont créé des conflits, éloigné les dirigeants des populations et renforcé les criminalités, les braquages et les violences.

[4] International Crisis Group. (2019). « L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste ». *Briefing Afrique de Crisis Group*, *149*, 1–16.
[5] DED. (2006). « Les conflits liés à la transhumance transfrontalière entre le Niger, le Burkina Faso et le Bénin ».

Les attaques au Nord Bénin et Nord Togo

Entre 2019 et 2020, les groupes jihadistes se sont donc préparés pour entrer au Bénin et au Togo, dans le Nord des deux pays. Depuis 2021, on assiste à une série d'attaques violentes non seulement dans le Sahel mais aussi au Bénin. Ainsi, le 8 février 2022, huit militaires et rangers ont perdu la vie dans une embuscade dans le parc du W[6], à la frontière avec le Burkina Faso. Parmi les victimes, un ancien militaire français. Depuis le 30 novembre 2021, une vingtaine d'attaques attribuées à des groupes djihadistes ont frappé le Bénin, comme dans les alentours de Porga, un village riverain du Parc de Pendjari dans l'arrondissement de Dassari de la commune de Matéri, avec des embuscades tendues à l'armée béninoise.

Le 26 juin 2022, des hommes armés ont ouvert le feu devant le commissariat de Dassari, commune de Matéri (nord-ouest). Au cours de cette attaque qui n'a pas été revendiquée, deux policiers et deux djihadistes ont été tués selon l'état-major des armées[7]. Puis des agents des Forces de défense et de sécurité ont, à nouveau, péri dans une embuscade alors qu'ils faisaient une ronde à moto dans les parages de Monsey, non loin du parc du W. Ceci quelques jours après l'attaque du commissariat de Monsey dans l'Alibori , avec le décès de 2 policiers, le 26 Avril 2022.

Outre des enlèvements de civils dans la commune de Karimama et des viols et pillages dans la zone de Guéné, des injonctions ont été envoyées à des mosquées ciblées pour réclamer l'islamisation de toute la population, l'abandon de pratiques populaires comme la musique traditionnelle et les danses populaires, et le départ des chrétiens de la zone de l'Alibori.

Face à ces attaques violentes, les populations sont désormais dans la peur, la panique, l'anxiété extrême. Plus violents et prédateurs au fil du temps, les groupes armés prélèvent des butins quotidiens sur les populations, bien que dans leurs discours « pacifiques » ils disent se concentrer sur des cibles gouvernementales et militaires plutôt que sur des civils.

Les deux gouvernements ont mis en place un plan de communication orienté vers les communautés en leur conseillant de coexister avec les groupes armés de façon pacifique, non violente, mais en les dénonçant aux autorités

[6] African Parks, https://www.africanparks.org/incident-au-parc-national-w-benin « C'est avec un profond regret que nous vous informons qu'hier, dans l'après-midi du mardi 8 février, une équipe de rangers a été prise en embuscade dans le parc national du W au Bénin, alors qu'elle effectuait une patrouille à la limite Nord du parc frontalière aux trois pays Bénin, Burkina Faso et Niger. Le bilan provisoire fait état de six (06) morts dont cinq (05) parmi les rangers, et un (01) agent des Forces Armées béninoises ainsi que d'une dizaine (10) de blessés ».

[7] https://ortb.bj/a-la-une/terrorisme-4-morts-dans-lattaque-du-commissariat-de-dassari-officiel.

sécuritaires. Il leur est demandé de simuler une collaboration de fait pour éviter des ripostes violentes. Les gouvernements ont aussi attaqué les positions des groupes armés, notamment dans l'enceinte des parcs nationaux, et établi des bases opérationnelles de l'armée. Au Nord Bénin, les parcs de la Pendjari et du W sont désormais contrôlés par des militaires armés : certains y ont malheureusement perdu la vie.

Principales tendances affectant les économies en conflit

Même si aucune estimation économique n'a encore été faite pour évaluer les effets de l'extrémisme violent sur les économies locales des milieux en conflits, il est clair que cette influence est évidente.

Sur le terrain, le commerce, l'agriculture et l'élevage sont les domaines d'activités les plus affectés par la montée de l'insécurité dans la région. Un travailleur social de Karimama l'a souligné, mentionnant que tout le monde est sur le « qui-vive ». Evoquant le cas de l'attaque du commissariat de Monsey, il fait le constat qu'à partir de 20 heures du soir, les gens ne sortent plus de leurs maisons. Du coup, il faut être rentré avant cette heure-là ! Ce type de témoignage descriptif de la psychose et de la situation de crise en cours est récurrent.

Relations entre les groupes armés et les communautés

Plusieurs types de relations lient les communautés aux groupes armés : la méfiance, la complicité et les conflits. Les groupes armés, comme le GSIM, ont distribué deux lettres laissées dans les mosquées de la zone de Karimama, Malanville et Kandi, dans le courant de juin-juillet 2022.

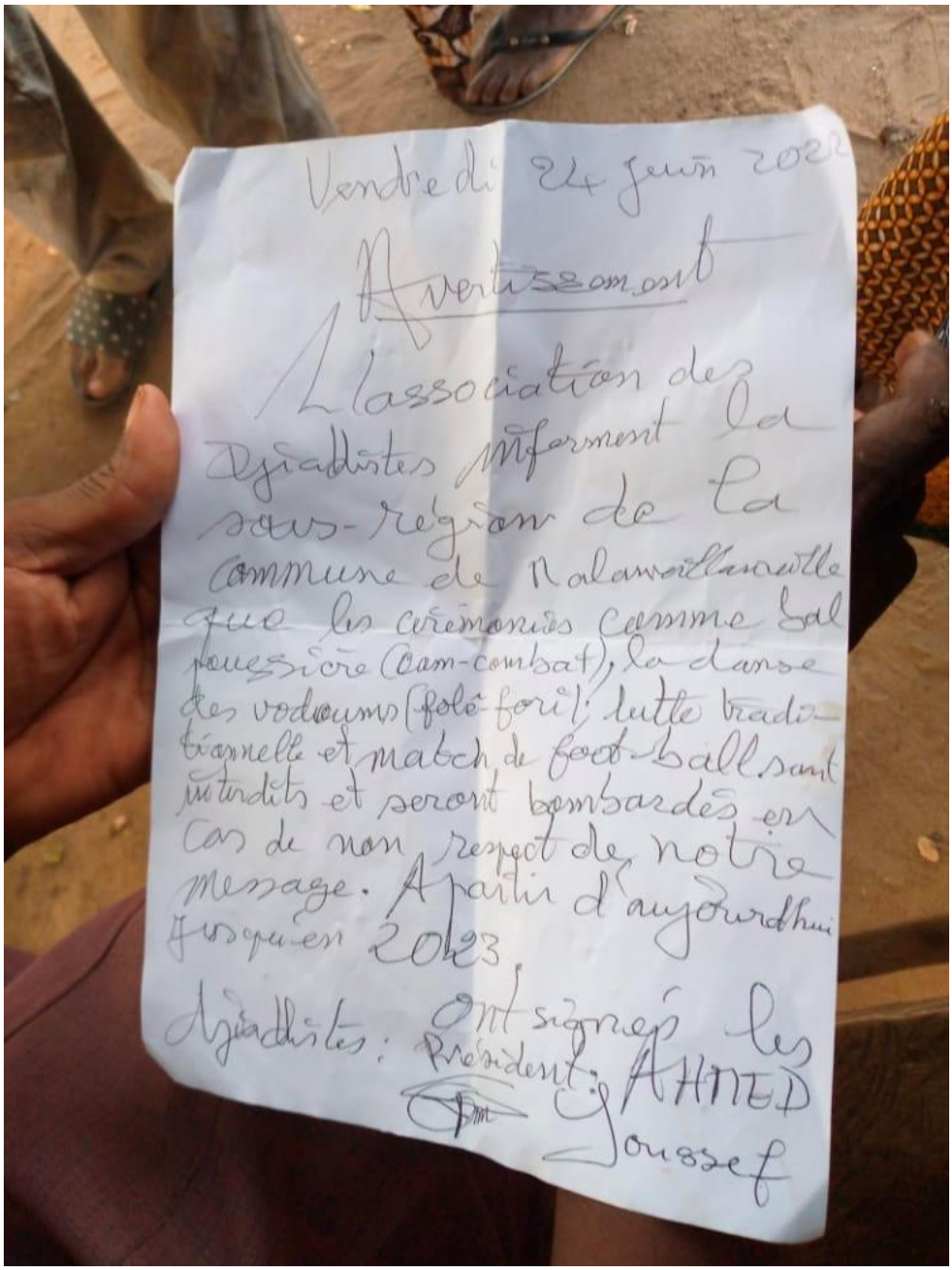

Photo 1 : un exemple de lettre retrouvée dans une mosquée à Sakanwan dans la commune de Malanville

Ces lettres mentionnent l'obligation pour les communautés de leur fournir des jeunes et des ressources. Les communautés pensent que, parmi elles, il

se trouve des membres de ces groupes ou leurs complices. Dans certains villages de ces trois communes, les agriculteurs, les éleveurs et les commerçants rencontrent régulièrement les jihadistes, leur rendent service (par exemple les aider à traverser le fleuve, leur permettre de prier dans la mosquée ou leur fournir de l'eau des forages). La méfiance et la peur tiennent à des actes d'extrême violence comme le viol à plusieurs d'une femme dans l'arrondissement de Guéné, qui pourtant leur avait servi de la nourriture au préalable. Un comportement généralisé des populations consiste à éviter de mal parler des jihadistes, car on ne sait jamais qui est leur complice dans la communauté.

> Dans le village Kangara à Karimama deux jeunes ont été enlevés par les groupes armés et sont portés disparus. On soupçonne qu'ils ont été tués par les djihadistes parce qu'ils n'avaient pas respecté leur mission de liaison, d'information et de recrutements pour laquelle ils avaient été financés quelques mois avant. En effet, leur entourage a constaté que leur vie sociale et économique avait changé effectivement avec l'achat de nouvelles motos et le mariage de nouvelles épouses, au grand étonnement de tous. Dans ce village de Kangara, plusieurs personnes seraient proches des groupes armés. Ceux-ci ont été conduits en pirogues par des habitants du village, à partir du Niger, pour traverser le fleuve.

Les jihadistes ont plusieurs fois prié dans les mosquées et prêché en dendi, en haoussa, en peul et en arabe. Certaines hautes personnalités sociales (grands commerçants, grands responsables religieux, etc.) sont soupçonnées d'appartenir à ces groupes ou tout au moins de partager leurs idéologies, et de profiter de leurs pratiques pour faire des règlements de comptes qui seront attribués aux groupes armés. Plusieurs personnes rencontrées au cours de nos entretiens soulignent que la complicité ne se limite pas au tandem « groupes armés et jeunes opportunistes ». Elle est aussi le fait d'hommes politiques qui pensent qu'il est prudent de ne pas parler, d'éviter les dénonciations et de cohabiter pacifiquement avec les présumés terroristes, en laissant aux forces de sécurité la tâche de mener leurs propres enquêtes.

Les éleveurs en pâturages dans la zone tampon du parc[8] sont en contact direct avec les groupes armés, avec lesquels ils développent une grande complicité réciproquement bénéfique. Les terroristes protègent les éleveurs qui exploitent les ressources naturelles du parc pour le bétail. Les éleveurs sont utilisés par les groupes armés pour s'approvisionner en ressources

[8] Africa Parc (une société privée d'Afrique du Sud) a délimité, au-delà de la frontière entre le parc et les villages riverains, une zone autorisée aux pasteurs éleveurs pour les pâturages en toute saison afin de leur permettre de s'éloigner des espaces agricoles. Cette zone dite tampon les rapproche des groupes armés qui ont leurs positions dans le parc.

alimentaires, en transport, en soins, en vêtements, etc. dans les marchés et villages riverains. La photo ci-dessous montre quelques bétails qui ont quitté cette zone tampon quand les pluies ont reverdi les sols. Ils vont traverser le fleuve pour rejoindre le Niger

Les jihadistes profèrent des menaces régulières à travers des lettres, des vidéos dans les réseaux sociaux et des échanges interpersonnels, en particulier dans les mosquées riveraines du parc. Ils menacent quiconque dénoncerait leurs positions auprès des services de l'Etat (enseignants, policiers, agents de santé, etc.). D'après un chef d'arrondissement interrogé dans la commune de Karimama, le 15 juillet 2022 les jihadistes ont déclaré aux populations que si quelqu'un se permet d'informer les forces de sécurité de leur position géographique, celui-là sera sévèrement sanctionné. Ils disent aux Peuls que, comme ils sont agropasteurs et proches des Haoussas et des Arabes, ils vont les soutenir pour leur faciliter l'accès aux pâturages et les aider dans les conflits avec les agriculteurs.

> Un tel soutien s'est réellement passé dans le village de Issènè, dans la commune de Malanville : un conflit entre éleveurs peuls et agriculteurs dendis en 2021 a fait environ huit morts dans les deux camps, avec plus de décès dans le camp peul. Pour venger cette perte des Peuls ont été armés en juillet 2022 par les jihadistes pour assassiner des agriculteurs dendis dans leurs champs. Huit jeunes Peuls auraient tiré la nuit dans les moustiquaires où dormaient habituellement des agriculteurs dendis. Heureusement, ces derniers avaient appris la veille qu'une telle attaque se préparait et s'étaient enfuis. Une réaction s'est préparée du côté des Dendis si rien n'était fait pour pacifier. A Tolozougou, un village de l'arrondissement de Guéné (commune de Malanville), un Peul a été arrêté à moto à l'intérieur du parc. Ramené au village le 12 juillet 2022 pour être conduit au commissariat de Guéné pour les enquêtes, il a tenté de s'enfuir. Les militaires l'ont abattu par balles. Dans ce village riverain du parc, les populations entendent très fréquemment des tirs entre militaires et groupes armés. Dans les villages de Kangara, Tondihinza, Walignandjo les populations rencontrent fréquemment des corps en putréfaction dans la zone, notamment quand ils essaient d'aller aux champs.

Relations entre les communautés et les agents de l'Etat et les gardes des parcs

L'Etat béninois est représenté à tous les niveaux administratifs et territoriaux pour assurer le service régalien de protection des citoyens et de fourniture des services, notamment autour des parcs, pour la promotion de l'agriculture et de l'élevage[9]. Depuis la montée de l'extrémisme violent, « L'Etat a

[9] Convers, A., Chaibou, I., Binot, A., & Dulieu, D. (2007). « La gestion de la transhumance dans la zone d'influence du parc régional du W par le programme Ecopas ». Vertigo, Hors-série 4. https://doi.org/10.4000/vertigo.761

renforcé la présence militaire dans la zone et annoncé en janvier plus de 500 milliards de francs CFA (plus de 760 millions d'euros) d'investissements pour la défense et la sécurité d'ici à 2026 », a déclaré le chef d'Etat-Major de l'Armée béninoise. Il n'est pas possible pour les chercheurs de vérifier ces chiffres. L'Etat et les structures administratives concernées estiment que cela est confidentiel.

Les parcs, comme leurs milieux riverains habités, à savoir les villages ruraux et urbains voisins, sont contrôlés par les agents de l'Etat à travers ses différents services sectoriels[10] comme les forestiers, les agents de l'élevage (pour les soins vétérinaires), les maires, les chefs d'arrondissements, les policiers, etc. Les pratiques administratives et institutionnelles de ces agents déterminent les types de relations, de représentations et de réactions que les communautés ont à l'égard de l'Etat. Mais partout l'absence des agents de l'Etat ou la lenteur de leurs interventions sont critiqués par les populations. A l'exception souvent des maires, tous les autres agents de l'Etat sont cités comme corrompus, et agissant en fonction de pots de vins qu'ils reçoivent quand une affaire est en instance. Les policiers, même quand ils ne sont pas corrompus, répondent très lentement aux demandes d'aide : par exemple, quand il y a des braquages de marchands sur les routes ou des affrontements entre populations, ils mettent des jours à intervenir après avoir été avertis. Selon un groupe d'éleveurs rencontrés dans la région de Loumbou-Loumbou, il ne sert pratiquement à rien de compter sur eux.

> « On se sent abandonné. La situation est catastrophique. Sur cent jeunes qu'on avait en début d'année scolaire, trente ont complètement disparu. Je suis sûr qu'ils ont rejoint les rangs djihadistes. Le gouvernement ne dit rien pour cacher son échec » (un directeur de lycée dans le nord du pays).
>
> « On a peur des djihadistes et du gouvernement » (un jeune agriculteur, Birni-Lafia)

Personne ne veut s'exprimer sur ces sujets à cause des risques d'être entendu par des personnes complices des jihadistes, ou inversement d'être traité par l'État comme un de leurs complices. L'Unicef, par exemple, qui réorganise actuellement ses activités pour se concentrer sur les régions nouvellement touchées par l'insécurité, refuse tout reportage sur ses actions en matière de lutte contre le djihadisme. La raison évoquée est toujours la même : pas

[10] Blaszkiewicz, H. (2014). « 'L'État, c'est personne'. Politiques de conservation, gestion de l'incertitude et crise structurelle de l 'État béninois. Le cas du parc du W » Département de science politique. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

question de contrarier le gouvernement. Aborder les problèmes serait admettre leur ampleur.

> « Aujourd'hui, on ne parle pas des terroristes en public parce qu'on a peur de deux choses : des djihadistes et du gouvernement. Les premiers vous tuent, le deuxième vous met en prison » (le directeur de lycée).

Les journalistes sont d'ailleurs explicitement priés de se tenir à distance. Dans un bureau du ministère de l'intérieur, un responsable met en garde :

> « Si vous vous rendez en zone dangereuse, on vous arrêtera. Pour votre propre sécurité ».

Le chef de village de Guéné nous a informé que les policiers sont partout dans la région pour le contrôle de la situation. « Tout à l'heure même, ils vont venir » disait-il pour signifier qu'ils circulent constamment. Ces policiers agissent désormais ensemble avec les militaires. À tout moment, ils circulent dans les marchés, ensemble, policiers et militaires. Si les policiers ne viennent pas, les militaires les renforcent. Ils sont dans les marchés. La semaine passée, les Peuls armés de coupe-coupe comme ils le sont habituellement étaient dans le marché ; ils ont déclenché une bagarre alors qu'ils avaient chacun la machette ; les militaires sont venus pour tout arracher.

> « C'est pourquoi aujourd'hui, il n'y a pas de machette dans les mains des Peuls». Propos du chef de village, Guéné, Malanville ; entretien du 11 juillet 2022

La présence des militaires aux alentours des parcs nationaux est l'une des stratégies de dissuasion appliquée pour gérer la situation d'insécurité.

Les conflits intercommunautaires : des opportunités pour les groupes armés

Les conflits intercommunautaires qui profitent essentiellement aux groupes armés sont les conflits entre les agriculteurs (Baatombou, Gourmantché, Dendi et Mokollé en général, dans l'Alibori) et les éleveurs peuls. Par exemple, dans l'arrondissement de Kompa, à Karimama, se trouve un petit village peul nommé Ila-Kompa.

> Le village abrite une centaine de ménages aux habitations très dispersées, à une dizaine de kilomètres de Loumbou-Loumbou, un village gourmantché. Les Peuls sont essentiellement des éleveurs, mais ils font aussi de l'agriculture. Ils sont arrivés dans ce village depuis plus d'une centaine d'années, en provenance en majorité de la région de Tillabéry au Niger, par vagues successives. Tous musulmans, ils n'ont pour loisirs que

> les manifestations populaires à l'occasion des baptêmes et des mariages. Ils ont une école coranique animée par trois maîtres. Depuis quelques années, ils ont fait la demande d'une école publique mais l'Etat ne l'a pas encore installée. Ils ont des conflits fréquents avec les Gourmantchés de Loumbou-Loumbou à cause de la divagation de leurs animaux dans les champs d'une part, de l'occupation de terres pour la production agricole d'autre part.
>
> Un Dendi, originaire du village agricole de Kompa, mais habitant dans une ville du Niger, est récemment venu demander à un Peul installé dans le village de Ila-Kompa depuis 60 ans environ de quitter ses champs car ils lui appartiendraient[11]. La même situation s'est produite avec un Gourmantché de Loumbou-Loumbou et un autre Peul. Les deux conflits ont été présentés au tribunal de Kandi. Le tribunal a interdit aux différentes parties l'exploitation des champs contestés, le temps d'instruire et de régler le dossier. Mais les parties ont continué par les cultiver et s'affronter au quotidien. Par trois fois, les Gourmantchés sont venus sur le champ exploité par le Peul pour l'en chasser. Pour la troisième fois, les Peuls ont préparé une riposte communautaire violente à laquelle les Gourmantchés ont échappé de peu. Les réactions des uns et des autres sont devenues violentes[12] parce que, disent-ils, le chef d'arrondissement et le commissaire de police, tous deux informés, ne se sont pas déplacés sans fournir de raison.

Selon un élu local de Loumbou-Loumbou ces conflits se sont accrus à cause de l'appauvrissement des sols, de l'inaccessibilité des intrants agricoles, du manque d'aires de pâturage et d'eau pour les animaux.

Les longues années de cohabitation entre éleveurs et agriculteurs n'ont pas construit que des relations de fraternité sociale et pacifique. Parfois, elles ont mis en place des représentations sociales et des perceptions défavorables des uns envers les autres. En effet, pour les Peuls, les Dendi et les Gourmantchés abusent de leurs droits de propriété sur la terre, ils reviennent des années plus tard reprendre des terres que leurs grands-parents avaient cédé aux Peuls, ils oppriment les Peuls d'origine étrangères sédentarisés depuis longtemps sur place et déclenchent la violence à leur égard. A l'opposé les Gourmantchés et les Dendis prennent les Peuls pour des communautés dangereuses, à contrôler et surveiller de très près, dont il faut se méfier. Pour eux, les Peuls qui demandent des terres pour quelques années refusent ensuite de les céder quand les propriétaires en ont besoin, ils introduiraient délibérément leurs

[11] Même s'ils sont principalement des éleveurs, les Peuls sont aussi des agriculteurs à faible échelle : ils exploitent toujours quelques hectares de terres pour produire des céréales de consommation comme le maïs, le sorgho et les légumes. Les terres leur sont généralement cédées par des agriculteurs qui les accueillent chez eux, dont parfois ils gardent le bétail.
[12] Il n'y a pas eu de coups et blessures mais des injures réciproques.

animaux dans les champs des autres communautés, ce sont des violents, bagarreurs, menteurs, voleurs de bêtes d'autrui, provocateurs, producteurs de l'insécurité, etc. La cohabitation entre les deux groupes est devenue très difficile.

> A Issèné, un village de Malanville, les Peuls du petit village de Gah-Béri sont entrés en conflits en 2021 contre les Dendis. Au début, un Peul a tué un Dendi surpris dans son champ. Les Dendi ont réagi en abattant plusieurs Peuls. En réaction, les Peuls ont blessé une Dendi surpriss seuls. Les Dendi ont encore réagi par la tuerie de plusieurs Peuls dont le nombre n'a pas été déclaré par la justice. Les Peuls de la commune de Banikoara, commune voisine de Kandi, ont alors armé leurs frères avec quatre fusils de marque AKM. Les Dendi ont aussi été appuyés par leurs responsables, parfois même des élus locaux. La police a récupéré parmi eux plus de cinquante fusils de calibre 12

Une transhumance très conflictuelle

Les tensions intercommunautaires les plus importantes, qui causent des pertes en vies humaines et des dégâts matériels élevés, portent sur la transhumance des pasteurs, qu'ils soient nomades ou sédentaires. Il est difficile d'interdire cette activité à des éleveurs qui rencontre une pression anthropique très élevée sur les terres[13]. L'intervention de l'Etat pour organiser la transhumance et délimiter les territoires respectifs pour les agriculteurs et les éleveurs n'a pas été efficace. Plusieurs escalades conflictuelles ont éclaté ces dernières années dans plusieurs régions du Bénin, dont l'Alibori. La transhumance est règlementée par des textes de lois de l'Etat, mais cette réglementation n'est pas appliquée. Ce sont les communautés autochtones, généralement des agriculteurs sédentaires, qui contrôlent la transhumance selon leurs normes communautaires. C'est ce qui expliquent les conflits violents et meurtriers observés ces dernières années entre agriculteurs et éleveurs.

[13] Avakoudjo, J., Mama, A., Toko, I., Kindomihou, V., & Sinsin, B. (2015). « Dynamique de l'occupation du sol dans le Parc National du W et sa périphérie au nord-ouest du Bénin ». *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, *8*(6), 2608. https://doi.org/10.4314/ijbcs.v8i6.22
Gado, B. O. K., Imorou, I. T., Arouna, O., & Oumorou, M. (2020). "Caractérisation des parcours de transhumance à la périphérie de la réserve de biosphère transfrontalière du W au Bénin ». *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, *14*(2), 333–352.
Moussa, M. S., & Amadou, B. (2014). « Indicateurs de mesure de la pression anthropique sur les ressources naturelles : exemple de la périphérie du Parc « W » dans la commune rurale de Tamou au Niger ». *VertigO*, *Volume 14 Numéro 1*. https://doi.org/10.4000/vertigo.14754

Importance des économies informelles

Outre les grands producteurs agricoles et pastoraux suivis par les services agricoles et les partenaires au développement, les femmes et les jeunes gagnent leur vie sur la base d'économies informelles : revente de produits divers dans les petites boutiques, d'essence de contrebande, de nourritures et de produits céréaliers. Ces économies informelles occupent la presque totalité de la population.

Depuis quelques années, l'Etat essaie de contrôler le secteur informel par la réglementation, le déguerpissement des espaces publics, le financement du secteur agricole et les petites entreprises, mais il demeure très important au regard de la population qu'il emploie.

Les groupes armés s'appuient sur les économies informelles et en outre illicites, comme le commerce de stupéfiants et de produits pétroliers. Ces éléments seront détaillés plus loin.

Politique du conflit

Divers types de conflits (intercommunautaires, religieux, agropastoraux, fonciers, politiques, entre les Etats autour des frontières, etc.) sont utilisés par les jihadistes pour s'étendre idéologiquement géographiquement.

Relations de complicité ou de rivalités entre groupes jihadistes

Depuis l'opération française Serval qui a mis un coup d'arrêt à l'avancée des rebelles islamistes vers Bamako, les groupes jihadistes sont loin d'être sous contrôle. Ils se sont réorganisés pour avancer dans tout le Sahel et même vers les pays côtiers, par recrutements et pénétrations dans la communauté. Ils recrutent de jeunes béninois, nigériens, togolais et maliens en profitant des conflits politiques et communautaires d'une part, de la situation de précarité et de pauvreté des jeunes d'autre part.

Les relations entre les groupes jihadistes ne sont guère connues des populations du Nord-Est du Bénin (dans la région du Parc W). Elles sont quelques fois évoquées cependant dans la presse écrite.

Le GSIM, dont l'influence sur le terrain ne cesse de s'étendre, comprend une myriade de groupes dont la Katiba Macina et opère principalement au Mali et au Burkina Faso[14]. Le GSIM, l'Etat islamique (à travers l'EIGS : Etat

14 *https://www.france24.com/fr/afrique/20220723-mali-al-qa%C3%AFda-au-sahel-revendique-l-attaque-suicide-contre-la-base-de-kati*

islamique au Grand Sahel, dont le dirigeant Walid al-Sahrawi aurait été tué dans une opération), et Boko-Haram sont en rivalité.

Modes d'usages du parc par les groupes armés

Dans les communes de l'Alibori, une lettre d'un groupe jihadiste non identifié a été distribuée comme tract dans les mosquées. Il réclame une souscription par village en numéraire et en jeunes pour renforcer les rangs. Officiellement les chefs de village et les autorités municipales n'ont pas donné de suite à la lettre ; mais certains villages, ceux qui sont plus proches des parcs, semblent cependant plus obligés de s'y conformer que les autres. Pour garder une bonne image auprès des officiels, ils ne doivent pas répondre favorablement à la demande des djihadistes ; mais pour leur sécurité, ils ne doivent pas l'ignorer.

Se protéger, exploiter les ressources animales et végétales internes y compris les espaces pour la formation des combattants, et se servir des riverains pour développer des économies illicites sont les trois principaux modes d'usages des parcs par les groupes armés. Le parc du W, dès l'entrée des groupes au Bénin, a abrité les jihadistes chargés du recrutement et de la formation des recrues. Les groupes ont installé des camps d'entrainement, et de stockages des moyens de transport et des armements, depuis des années. Ils ont exploité tout naturellement les aménagements disponibles, la faune et la flore, et les équipements confisqués auprès des gardes faunes, des braconniers et des forces de l'ordre. Leur espace de concentration est au Sud-Est du Parc W, non loin de la localité de Alafia, entre Kandi et Malanville. Des personnes témoignent qu'ils les y rencontrent souvent, avec leurs équipements, comme les motos et les armes.

> Selon A.K. agent de la municipalité de Malanville les exploitations agricoles subissent de nombreux dégâts. Les militaires attaquent dans les champs où se trouvent les groupes armés. Le parc est à environ deux kilomètres des champs. Des avions survolent les champs et les parcs pour les identifier. Les forestiers sont dans le parc pour détecter les positions des djihadistes. Quand les jeunes paysans sont en train de travailler, les militaires tirent non loin d'eux. Parfois, les jeunes s'enfuient pour laisser même les bœufs-là avec lesquels ils labourent à la charrue.

C'est un quotidien de stress et de peur lié à l'insécurité.

Les ressources des groupes jihadistes

Quatre grandes activités commerciales fonctionnent sur le mode illicite et alimentent les groupes armés : l'orpaillage, le commerce du bétail, le

commerce des motos et des produits pétroliers, et le commerce des médicaments et psychotropes.

L'orpaillage

> Un expert burkinabé, Mahamoudou Sawadogo, a évoqué les sources de financement des terroristes au Burkina Faso[15] : « Sur la filière d'approvisionnement, les recherches ont montré que tous les pays côtiers constituent des bases logistiques des groupes armés ». Il a noté que l'or est la principale source de financement de ces groupes au Burkina, qui l'écoulent avec certains pays voisins. Il a pris l'exemple de la région de l'Est qu'ils occupent depuis 2018, confiant qu'après renseignement pris auprès du Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB), les pertes enregistrées en une année par cette société avec l'orpaillage artisanal dans cette région s'évaluent entre 15 et 35 milliards en taxes, sans compter ce qui est sorti sans taxe. « On a pris l'exemple sur le Togo, qui ne possède pas de mine d'or. Mais aujourd'hui, ce pays a ouvert des comptoirs d'or à Dubaï et il vend 36% de l'or burkinabè ». Les Etats voisins du Burkina ont bénéficié des avantages de ce trafic. Tous les pays côtiers constituent des bases logistiques pour les groupes armés. « En armement, on a le Ghana et le Togo. En motos et en carburant, c'est le Bénin à travers le Nigeria ». « Dans le cadre de la coopération bilatérale ou régionale, il va falloir être franc et se dire la vérité ». « Il se trouve que nous avons un problème frontalier avec le Bénin. Il faut résoudre ce problème, parce que cette situation profite aux groupes armés ».

Le commerce du bétail

Guéné, un arrondissement de Malanville, abrite l'un des plus grands marchés du bétail au Bénin. Les principaux acteurs du marché sont l'administration municipale qui réglemente et perçoit les taxes, les vendeurs qui amènent leurs bêtes, les intermédiaires (courtiers) qui gèrent les ventes, les acheteurs, et les gestionnaires en affermage du marché. Les vendeurs prennent paient une commission de 1000 FCFA à l'intermédiaire qui a vendu le bœuf et versent une taxe de 1000 FCFA à la mairie contre un reçu qui sera présenté aux différents postes de contrôle pour prouver que l'animal a été acheté dans un marché. C'est la taxe pour le développement local (TDL). Les agents collecteurs sont payés chaque trimestre sur la base du nombre de reçus collectés. Des acheteurs internationaux viennent avec beaucoup d'argent pour acheter et revendre ailleurs ou même sur place. Les bœufs sont conduits après leur achat dans les marchés de Cotonou, Parakou et jusqu'à Lomé. Les acheteurs et revendeurs proviennent du Niger, de Lomé, du Ghana et du Nigéria. Les camions titans chargent les bœufs. Au

[15] Dans Wakatsera.com, 27 août 2022

Nigéria, les bœufs valent cinq cent mille et plus l'unité. Les Nigérians arrivent avec des sacs d'argent à Guéné. Les bœufs se vendent très souvent aux enchères. Le plus offrant finit par l'acheter.

Le chef politique de la communauté peule, appelé Rouga, et ses conseillers contribuent à organiser le marché. Les intermédiaires ne sont pas des commerçants. Ils témoignent de la propriété effective de la bête en vente et sont reconnus par la mairie mais ils fonctionnent de façon informelle. Chaque village choisit un intermédiaire sous la supervision du Rouga.

Le marché du bétail est une source de revenus et de rente pour les groupes jihadistes, de force et de gré. En effet, dans le parc, ils prélèvent une bonne partie du bétail au nom de la *zakat* (dîme islamique)[16]. Cette norme religieuse veut que pour les éleveurs ce soit une bête sur 100 qui soit donnée aux dirigeants de l'islam. Le choix de cette bête se fait au hasard. En 2021, les groupes armés ont contraint les pasteurs qui exploitent la zone tampon du parc a payé la *zakat* en modifiant la règle. On prend un animal sur 10 ; l'animal prélevé est le plus en forme. Avec cette règle, les groupes jihadistes ont pu obtenir des milliers de bêtes que leurs collaborateurs revendent dans les marchés de bétail pour leur fournir les ressources de fonctionnement. Une partie du bétail est aussi conservée pour l'alimentation.

La mobilisation de bœufs ou de ressources du commerce de bœufs et autres bétail (ovins et caprins) est une réponse à l'appel idéologique du chef de la Katiba Macina, Amadou Dicko, alias Amadou Koufa, de nationalité malienne. Celui-ci, d'ethnie peule, aurait appelé tous les Peuls de l'Afrique[17] à se mobiliser pour se défendre et accéder aux ressources comme la terre pour les pâturages. Des milliers de jeunes peuls se font recruter sur la base de cet appel. Des dirigeants, notables et grandes personnalités s'engageraient aussi pour contribuer à la guerre idéologique, politique et communautaire. Ceux-ci, en général, de grands éleveurs, donnent des bêtes comme contribution, qui sont revendues aussi dans les marchés de bétail partout en Afrique. Une partie des fonds sert à s'approvisionner en armes et munitions dans les espaces peu contrôlés des Etats. Certains responsables religieux pensent que des retraités des armées malienne et nigérienne sont recrutés par

[16] À la fin du mois de Ramadan, pour valider et purifier son jeûne, le musulman doit verser la *Zakât al Fitr.* Cette *Zakât* doit être versée par chaque chef de famille musulman pour lui et pour ceux qui sont à sa charge obligatoire (femmes, enfants, parents âgés, etc.). Cette aumône sert ainsi à subvenir aux besoins des pauvres en ce jour de fête et répandre de la joie pour les plus démunis (https://ummahcharity.org/fitr consulté le 07 août 2022).

[17] Cet appel couvre particulièrement les pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad) mais s'entend dans tous les pays à forte démographie peul comme le Cameroun, le Nigeria, la Guinée et même le Bénin.

les jihadistes pour former les jeunes recrues, qui se servent des armes confisquées dans les camps attaqués ou achetées auprès des milices du Maghreb.

Les motos et les produits pétroliers

Le Bénin, frontalier du Nigéria, a l'avantage de disposer de motos et de carburants à faible prix. Mieux, les deux parcs du Bénin, où se trouvent les groupes armés, sont proches des frontières Nord du Nigéria. La vente de l'essence et des motos constitue une importance source de revenus des groupes armés. Dans la région de Malanville et de Karimama, le fleuve Niger est constamment traversé par des flux importants de produits pétroliers et de motos en direction des positions des parcs. La voie fluviale constitue la principale voie d'approvisionnement pour quantité de produits au Bénin et du Bénin vers le Sahel.

Photo 2 : Des bidons de 25 litres remplis d'essence au débarquement à Cotonou

La vente des médicaments

Le marché des médicaments profite aux groupes armés autour du Parc W. En effet, les médicaments, d'origines nigérienne et nigériane très souvent, traversent les frontières fluviales des communes de Malanville et de Karimama pour entrer dans le Bénin.

Ils sont vendus dans les marchés transfrontaliers hebdomadaires de cette région, à savoir : le marché de Ouna au Niger qui s'anime tous les mercredis,

non loin de Gaya et de Dosso, le marché de Kamba au Nigeria, dans l'Etat de Birni-Kébi, non loin aussi de Gaya, les marchés de Malanville, de Karimama, de Kompa, de Guéné, Sakanwan et de Kandi, au Bénin. L'organisation hebdomadaire des marchés est telle que du lundi au dimanche, il y a chaque jour un marché qui s'anime dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres au maximum, aux frontières poreuses

Il y a un nom local pour désigner chaque médicament. Il s'agit en générale de stupéfiants et de psychotropes : *kalikali, sukdahi , niamey simonru*, tramol, tramadol, etc. On estime à 20% au moins les jeunes dépendant de ces médicaments, notamment dans les villages de Kangara, de Goroubéri, Karimama, Birni-Lafia, etc. Cette estimation donnée par un chef d'arrondissement est basée sur ses propres observations, qui montrent selon lui que deux jeunes sur dix consomment les drogues régulièrement.

Chaque marché est géré par quelques grands commerçants qui en ont le monopole. Ils seraient connus des autorités juridiques et administratives des tribunaux et des communes. Certains ont été plusieurs fois interpelés mais relâchés. Alors que la corruption est évoquée pour justifier la complicité des juges, la politique électoraliste est évoquée pour justifier la complaisance des élus locaux face aux grands acteurs de ce commerce illicite et dangereux pour la jeunesse et la sécurité des personnes et des biens dans la région.

Conclusion

On peut noter trois points importants : la présence sociale des groupes armés dans les parcs nationaux, le développement des économies illicites qui les soutiennent, et la difficile coordination républicaine de la riposte.

La présence physique et matérielle des groupes jihadistes n'est plus à démontrer quand on se rend dans les villages riverains des parcs. Leurs habitants les rencontrent, parlent avec eux, acceptent leurs exigences en échange de la sécurité, et développent toutes les stratégies de survie possibles. Leur présence sociale a des dimensions religieuse, politique, économique, culturelle, symbolique, psychologique, etc. Ils agissent en effet dans tous ces domaines pour intimider, se développer et se défendre. Dans la zone du Parc du W au Bénin, il n'est pas aisé de distinguer les différents groupes, leurs rivalités et leurs compétitions. Certains actes comme le viol répété montrent cependant que tous ne respectent pas la morale islamique. Il y a parmi eux des déviants et criminels sociaux opportunistes.

Certes, on soupçonne parfois un financement extérieur. Par exemple, des rumeurs et des messages sur certains réseaux sociaux soutiennent que ce

serait la branche islamique de la franc-maçonnerie qui aurait créé et qui financerait Boko-Haram, ou que Al-Qaïda a été formé par les Américains pour combattre les Russes… Mais le financement vient essentiellement des économies locales illicites comme l'orpaillage, le vol et le commerce de bétail, la vente des médicaments et des produits pétroliers. Ces économies sont bien organisées pour un marché disponible, peu ou pas règlementé.

Les autorités locales, les agents des services publics et quelques acteurs communautaires vivent dans la peur. Les forces de sécurité, militaires et policiers, subissent des pertes dans leurs rangs de manière récurrente. La présence de l'État semble quelque peu erratique dans la zone et il rencontre des difficultés pour prévenir, stopper la progression et repousser l'ennemi, malgré les avertissements des observateurs.

Ce rapport est issu d'une recherche financée par
Global initiative against transnational organised crime (GI-TOC)

Le LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local) est un centre de recherche en sciences sociales implanté au Niger et au Bénin, dont les principaux axes de travail portent sur la délivrance des services publics, la mise en œuvre des politiques publiques et les interactions avec les usagers (santé, hydraulique, pastoralisme, éducation, justice, sécurité, etc.), les pouvoirs locaux et la décentralisation, et l'intervention des institutions de développement.

Le LASDEL recourt principalement à des méthodes qualitatives fondées sur des enquêtes de terrain approfondies. Il met à la disposition des chercheurs et doctorants son Centre de Documentation de Niamey. Il contribue à la formation de jeunes chercheurs, en particulier avec son Université d'été.

La collection « *Etudes et Travaux du LASDEL* » propose des rapports de recherche issus des travaux menés par le LASDEL. Ils sont disponibles en ligne (www.lasdel.net) ou en vente à son secrétariat.

Derniers numéros parus :

N° 136 « Un modèle voyageur en santé à l'épreuve des contextes nigériens. l'approche 'Surge' dans la lutte contre la malnutrition », par M.S. Issoufou Souley et J.F. Caremel (2025, écrit en 2020)

N° 135 « « Un partenariat inégal ? Les partenariats entre ONG internationales et ONG nationales. Une étude socio-anthropologique en Côte d'Ivoire dans le domaine de la santé », par C. Bailly, N.E. Sambieni et A. Diarra (2024, écrit en 2022)

N° 134 « Torodi et l'emprise des jihadistes. Socio-histoire et dynamiques actuelles d'une zone en insécurité au Niger », par M.S. Issoufou Souley et J.F. Caremel (2024, écrit en 2021)